

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 43 – 17 novembre 2022

En bref

Ce 13 novembre, le Président colombien G. Petro totalisait 100 jours depuis son arrivée au pouvoir. En 3 mois, il a fait voter par le pouvoir législatif la réforme fiscale et la loi de « paix totale ». Il a repris les discussions avec la guérilla ELN et a permis

le retour du dialogue diplomatique et économique avec le Venezuela. Il a également signé l'Accord d'Escazu pour la Colombie et place le changement climatique au centre de ses interventions. De nombreux autres projets sont encore en discussion : la réforme politique, la création du Ministère de l'Égalité, la réforme agricole et la réforme de la santé. Toutefois, G. Petro est aussi critiqué pour son manque de rigueur (il a été absent de plusieurs réunions et événements, notamment avec Joe Biden) et de l'inquiétude générée sur les marchés du fait de ses prises de parole. Ainsi, plusieurs analystes accusent ses diverses annonces sur l'économie colombienne de jouer fortement sur la hausse du taux de change, qui a atteint des niveaux historiquement haut, au-dessus de la barre des 5 000 COP/USD. Le Ministre des Finances, José Antonio Ocampo, est pour le moment parvenu à conserver une situation financière et économique stable en rassurant les marchés.

LE CHIFFRE À RETENIR

100

C'est le nombre de jours au pouvoir de Gustavo Petro.

Zoom sur : La rencontre entre Gustavo Petro et Emmanuel Macron.

Dans le cadre de son déplacement en France pour le Forum de Paris sur la paix, le président colombien G. Petro s'est rendu à l'Élysée pour rencontrer E. Macron. Les deux Chefs d'État ont échangé sur divers sujets : la protection de la forêt amazonienne – la Guyane française faisant partie des territoires amazoniens – ; le processus de paix en Colombie, que la France souhaite appuyer notamment via le financement de la réforme agraire ; la situation au Venezuela. La France pourrait aider à l'amélioration des relations entre le Venezuela et le reste du monde, selon G. Petro.



PARIS
PEACE
FORUM
de
sur la
PARIS
PAIX



BOLIVIE

Les réserves internationales nettes tombent à 3,7 Mds USD, dont moins de 900 MUSD de devises étrangères, telles que considérées par le FMI.

Le dernier rapport de la Banque centrale de Bolivie (BCB) confirme la tendance à la baisse des réserves internationales nettes (RIN) qui s'élevaient à 3,7 Mds USD, dont 882 MUSD en devises étrangères au 7 novembre (le reste étant composé de swap avec les banques commerciales locales). La situation préoccupante des RIN, ajoutée à la dette à court terme et au déficit budgétaire, placent la Bolivie - dont les RIN sont sollicitées notamment pour soutenir son système de change fixe - parmi les pays les plus vulnérables économiquement du continent, avec l'Argentine, le Chili, le Costa Rica, le Salvador et le Panama. Plusieurs acteurs s'alarment par ailleurs, dans ce contexte, de l'impact de la récente suspension des possibilités d'exportation de certains produits alimentaires, pourtant sources de devises.

Le FMI prévoit une baisse importante de la production d'hydrocarbures en Bolivie.

Le FMI indique dans son dernier rapport sur la Bolivie que le déclin de la production de gaz naturel pourrait être plus marqué que prévu, notamment si les efforts d'exploration actuels pour générer des gisements rentables

échouent. Le Fonds estime qu'il est probable que ces explorations ne donnent pas lieu à la découverte de nouveaux gisements. Le rapport est en accord avec les experts boliviens : la production de pétrole condensé (qui est extrait du gaz) a chuté de 39 % au cours des sept dernières années. Parallèlement, la valeur des importations de carburant est passée de 0,7 Mds USD en 2016 à 2,1 Mds USD en 2021, avec des projections à 3 Mds USD pour 2022. Le FMI prévoit également que le coût des subventions destinées à maintenir les prix des carburants à un niveau fixe passera de 1,5 % du PIB en 2021 à 3,7 % en 2022, une situation représentant – dans le cadre d'un financement monétaire du déficit et d'un régime de change fixe – un besoin de devises étrangères pour l'État, seulement partiellement couvert par les devises obtenues des exportations de gaz.

Colombie

La croissance au T3 2022 s'élève à 7 % en glissement annuel.

Selon l'institut statistique colombien, la croissance au troisième trimestre de l'année 2022, par rapport à la même période en 2021, s'établit à 7 %. Cela représente une hausse de 1,6 pt% par rapport au T2 2022. La croissance reste importante mais faiblit : elle s'établissait à 8,7 % g.a. au T1 2022 et 12,8 % g.a. au T2 2022. Le secteur avec la plus forte croissance est celui des activités artistiques, des divertissements et de services (+36,4 %). Le secteur qui contribue le plus à la croissance est quant à lui celui du commerce, du transport, du logement et des services d'alimentation. Il a apporté 1,6 pt% à la variation totale du PIB. Malgré l'inflation, les



prévisions de croissance pour la Colombie restent élevées pour 2022 : Banque Mondiale à 7 %, FMI à 7,6 % et OCDE à 6,1 %.

82 % des familles intégrant une personne au chômage sont en situation de pauvreté.

C'est ce que révèle le Rapport National sur l'Emploi Inclusif 2021-2022. La Colombie fait toujours face à d'importants défis sociaux après la pandémie. L'étude souligne ainsi les liens entre éducation, emploi et pauvreté. Elle constate que les personnes les plus pauvres se sont moins reconnectées au système éducatif que les autres après la pandémie. Ainsi, 70 % des jeunes entre 15 et 16 ans qui ne sont pas scolarisés appartiennent à une famille pauvre. Si le chômage a retrouvé ses niveaux pré-pandémiques, l'informalité reste élevée, à 58 %.

Le comité de conciliation rend le texte final de la réforme fiscale.

Le Sénat et la Chambre des Représentants avaient mutuellement voté pour la réforme fiscale début novembre. Toutefois, quelques points variaient encore entre les deux textes votés. Le comité de conciliation a donc rendu un texte final harmonisé, qui doit encore être voté par les deux chambres. Parmi ces points : l'impôt sur les lieux de culte a été retiré du texte ; le dernier « jour sans TVA » de 2022, le 2 décembre, a été maintenu ; les taxes sur les aliments ultra-transformés et les boissons sucrées seront mises en place progressivement à partir de novembre 2023 ; certains avantages fiscaux sur les dividendes ont été supprimés.

Le gouvernement présente la première version du Plan National de Développement.

Le Plan National de Développement est la feuille de route du pays pour les quatre années à venir. Il comprend les objectifs et les investissements du gouvernement. Il s'appelle « Colombie, puissance mondiale de la vie » et a été présenté ce 15 novembre devant le Conseil National de la Planification. Ses axes majeurs sont l'organisation territoriale, la paix totale et la sécurité humaine. Le projet intègre les échanges réalisés entre le gouvernement et les régions, le but étant qu'il réponde aux besoins de l'intégralité de la population. Les 200 000 participants à ces échanges avaient avancé près de 23 000 propositions. Le plan devrait être présenté au pouvoir législatif début février 2023.

Equateur

L'AFD investit 200 MUSD par an en Equateur.

Lors d'une interview, la nouvelle directrice de l'Agence Française pour le Développement (AFD) en Equateur, Priscille de Coninck, a annoncé que l'agence investissait 200 MUSD par an dans le pays. En Equateur, les trois axes d'action de l'AFD sont le développement de villes durables, la conservation de la biodiversité et la réduction des inégalités. Depuis 2015, les prêts de l'AFD en Equateur totalisent 1,15 Md USD.



Le pays pourrait extraire plus de 520 000 barils par jour en moyenne en 2023.

C'est ce qu'a annoncé le Ministre de l'Energie, Fernando Santos. Cela représenterait une croissance de 9 % de la production par rapport à 2022 (+ 44 000 barils par jour). L'Équateur exporte pour le moment 477 000 b/j. La croissance de cette production proviendrait notamment du Bloc 43-ITT, dont la production diminuait depuis 2019.

Guyana

Le FMI a publié un document de travail concernant les liens entre recettes pétrolières et politique monétaire.

Selon l'auteure, les découvertes pétrolières au Guyana représentent une opportunité pour stimuler la croissance inclusive et diversifier l'économie. Elles pourraient fournir des ressources permettant de réduire les besoins en développement humain et de pallier au manque d'infrastructures. Toutefois, elles représentent également un défi quant à la gestion efficace et prudente des recettes qui leur sont liées. L'étude du FMI étudie en particulier les impacts de ces recettes sur la politique monétaire et le taux de change au Guyana, notamment dans la période de transition vers le statut d'exportateur important de pétrole.

Les autorités guyaniennes ont donné leur feu vert à une entreprise étatsunienne pour la construction d'une plateforme on-shore de production d'électricité.

Cette plateforme produira de l'électricité grâce au gaz naturel issu des plateformes pétrolières d'ExxonMobil, sur le block Starbroek que l'entreprise exploite offshore. Le projet devrait générer 300 MW d'énergie, et permettre la réduction par deux du coût de l'électricité au Guyana. Elle devrait être accompagnée d'une plateforme de liquéfaction du gaz naturel. CH4/Lindsayca – une entreprise étatsunienne ayant débuté ses opérations au Venezuela – a été sélectionnée parmi les cinq entreprises ayant répondu à l'appel d'offre. L'entreprise Power China a été classée 2ème. La plateforme devrait atteindre sa production maximale en décembre 2024.

Le Guyana a la diaspora la plus importante en pourcentage de sa population.

Selon une étude publiée par Forbes, plus du tiers (36 %) de la population guyanienne vit en dehors du pays. Le Guyana devance ainsi la Bosnie (34 %), l'Albanie (31 %) et la Syrie (30 %). Selon un ancien Ministre, cette diaspora représente une opportunité pour le pays, avec un retour de certains Guyaniens ayant émigrés, attirés par les perspectives de croissance. Toutefois, le Guyana souffre également d'une fuite de cerveaux, alors que le pays a besoin de capital humain pour son industrie pétrolière.



Pérou

Les flux commerciaux entre le Pérou et l'Alliance Pacifique (AP) sont en hausse après la pandémie.

En 2021, les pays de l'Alliance Pacifique (le Chili, la Colombie et le Mexique) ont été destinataires de 6 % du montant total des exportations péruviennes (43 % des exportations dans la région). Selon le Ministère du Commerce Extérieur et du Tourisme (Mincetur), la valeur des exportations a atteint 3,2 Mds USD et 4,2 Mds USD pour les importations, soit des échanges commerciaux totaux de 7,5 Mds USD, en hausse de 30 % par rapport à 2021 (5,7 Mds USD) et de 7 % par rapport à 2019 (6,9 Mds USD). De janvier à août 2022, le montant des exportations péruviennes à destination des pays de l'AP a augmenté de 52 % par rapport à la même période en 2019. C'est avec le Chili que les échanges commerciaux sont les plus dynamiques (41 % du montant total échangé cette année, 3 Mds USD), suivi du Mexique (32 %, 2,3 Mds USD). La Colombie arrive en troisième position avec les 27 % restants (2 Mds USD). En 2023, le Pérou assumera pour la troisième fois la présidence temporaire de l'Alliance du Pacifique.

La faiblesse des projets d'exploration inquiète le secteur gazier.

Selon Petroperu, les investissements dans la prospection d'hydrocarbures se sont réduits drastiquement ces dernières années, passant d'un pic de 900 MUSD en 2012 à 3 MUSD en

2021. Dans le même temps, le nombre de contrats en cours pour l'exploration et l'exploitation du pétrole et du gaz sont passés de 80 à 31. Ce phénomène a été accompagné d'une diminution sévère des réserves prouvées de gaz naturel (-32 % entre 2016 et 2020). Le Ministère de l'Énergie et des Mines estimait, en 2016, que le pays disposait de 33 ans de réserves de consommation; estimations qui sont passées à 24 ans en 2021 et 21,5 ans en 2022. Certains experts du secteur avancent plutôt 15 à 16 ans. L'essentiel des réserves prouvées du pays reposent sur le méga-gisement de Camisea, au sud du pays. Dans les scénarios les plus pessimistes, cette situation pourrait amener le pays à devoir se concentrer sur l'approvisionnement de son marché intérieur, au détriment de ses activités exportatrices.

Suriname

Staatsolie Hydrocarbon Institute (SHI) – le régulateur surinamais des hydrocarbures – a annoncé le lancement d'un appel d'offres pour six nouveaux blocs d'exploration pétrolière et gazière.

Ces blocs sont situés à l'est des dernières découvertes, à de profondeurs allant de 400m à 3,5 km. Les données et les informations seront ouvertes pour consultation du 28 novembre 2022 au 28 avril 2023, les offres devant être soumises avant le 31 mai 2023.



Venezuela

Le nombre de migrants vénézuéliens en Colombie a augmenté de 118 % sur les 4 dernières années.

La plateforme R4V - du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) - totalise ainsi 7,1 millions de migrants vénézuéliens dans le monde, dont 2,5 millions en Colombie. Depuis février 2021, les Vénézuéliens peuvent obtenir un statut de protection temporaire, d'une durée de 10 ans, en Colombie. Les principales causes de migration sont la recherche d'emploi et les regroupements familiaux.

La production pétrolière vénézuélienne augmente légèrement en octobre par rapport à septembre.

Le gouvernement vénézuélien a rapporté à l'OPEP une production de 717 000 b/j (+7,6 % par rapport à septembre, à 666.000b/j en moyenne). Par ailleurs, les organisations de surveillance du commerce du pétrole ont rapporté une production de 679 000 b/j (+1,3 % par rapport à septembre, à 670 000 b/j). Le rapport de l'OPEP indique que la moyenne annuelle de la production du pays en 2022 est de 724 000 barils par jour, un volume supérieur de 13,8 % à celui de 2021 et de 27,2 % au minimum enregistré en 2020. Au sujet de la production, Nicolas Maduro a informé ce 16

novembre que les revenus pétroliers pour 2022 seront de 3,5 Mds USD, une chute de 94 % par rapport aux revenus historiques (56 Mds USD) et a indiqué que cette baisse était en relation directe avec les sanctions états-uniennes.

Le Venezuela et l'Iran ont signé six protocoles d'accord.

Dans le cadre de la 9^{ème} Commission Mixte de Haut Niveau entre le Venezuela et l'Iran, six protocoles d'accord de coopération ont été signés dans les domaines de l'énergie, de la science, de la technologie, de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, du transport et du tourisme entre les deux pays. Par ailleurs, 1 000 véhicules en provenance d'Iran devraient arriver ce 20 novembre au Venezuela, dans le cadre des alliances signées à l'ExpoFeria scientifique, technologique et industrielle mi-septembre. Au total, 3 000 devraient être livrés cette année et seront vendus entre 12 000 USD et 16 000 USD. Ces importations devraient pallier à la crise du secteur automobile. Ainsi, selon la Chambre de fabricants Vénézuéliens de Produits Automoteurs (Favenpa), sur les 10 premiers mois de 2022, seuls 62 véhicules ont été assemblés dans le pays. Si ce sont de meilleurs résultats qu'en 2021 (7 véhicules), ils restent très faibles.

La liquidité monétaire augmente.

La liquidité monétaire a augmenté de près de 12 % début novembre, alors que le bolivar s'est déprécié de près de 22 % au taux de change parallèle sur le mois. Plus de la moitié des revenus pétroliers de l'année ont été utilisés pour contenir le taux de change

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)	
	2022 p	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en g.a. en octobre
BOLIVIE	11,96	43,4	6,1	3,8	-1,4	82,6	118	+1	2,9
COLOMBIE	51,61	342,9	10,7	7,6	-5,1	61,1	88	0	12,2
EQUATEUR	18,01	115,5	4,2	2,9	2,4	58,9	95	+4	4,0
GUYANA	0,792	14,8	23,8	57,8	43,5	22,8	108	+1	6,5 (septembre)
PEROU	34,17	239,3	13,6	2,7	-3,0	34,8	84	+1	8,3
SURINAME	0,617	3,0	-3,5	1,3	-2,0	134,0	99	-7	41,9 (septembre)
VENEZUELA	26,92	82,1	0,5	6,0	4,0	n.a	120	-2	173
ARGENTINE	46,30	630,7	10,4	4,0	-0,3	76	47	0	88,0
BRESIL	213,9	1 894,7	4,6	2,8	-1,5	88,2	87	-1	6,5
CHILI	19,92	310,9	11,7	2,0	-6,7	36,2	42	+1	12,8
MEXIQUE	130,1	1 424,5	4,8	2,1	-1,2	56,8	86	+2	8,4

Source : données FMI (WEO, octobre 2022), PNUD, Banques centrales des pays concernés, OFV pour le Venezuela.

* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international